MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMERIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 15– 6 avril 2022

En bref

Le ministère des finances a réduit ses prévisions de croissance pour 2022 : il table désormais sur une progression de 3,4%, alors que le budget approuvé par le Congrès tablait sur une croissance du PIB à 4,1%. Les effets persistants de la pandémie sur les déséquilibres entre l'offre et la demande, ainsi que l'escalade du conflit entre la Russie et l'Ukraine ont obligé le pays à ajuster ses prévisions de croissance.

LE CHIFFRE À RETENIR

+23,3%

Les transferts de fonds de migrants vers le Mexique en glissement annuel.

Zoom sur le projet « Corridor Sec » :

Le Président de la BCIE présente le projet « Corridor Sec **». Cette initiative d'un budget de 271 MUSD pour l'Amérique centrale et la République dominicaine** devrait bénéficier à 2,4 millions de personnes en améliorant la résilience démographique et économique face aux catastrophes climatiques. Au plan technique, l'objectif est de lancer des projets permettant une meilleure gestion de l'eau et des déchets, un meilleur accès à l'électricité et le développement de l'énergie solaire. Sur ce total, le Fonds vert pour le climat apportera 174 MUSD.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de journée du 6 avril, le Mexique enregistrait 323 403 décès en raison de **l'épidémie de COVID**-19, soit + 0,17% en une semaine. 5 683 288 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,84%). 65,7% de la population était vacciné au 29 mars 2022.

2 FINANCES PUBLIQUES

Les recettes du secteur public ont diminué de 5,04% g.a. en février en raison de la hausse des subventions au prix des carburants, de la baisse des recettes pétrolières et de la diminution des recettes liées à la TVA. En effet, la collecte provenant de la taxe spéciale sur la production et les services (IEPS) des carburants a chuté de 65,5% g.a., soit sa plus forte baisse depuis 2015. Ces recettes se sont élevées à 7,54 Mds MXN en février. Pour rappel, au début du mois, le gouvernement a mis en place un stimulus fiscal supplémentaire pour l'essence et le diesel afin que les prix de ces carburants n'augmentent pas en termes réels et ainsi protéger le pouvoir d'achat de la population. En parallèle, les revenus issus de l'activité pétrolière ont chuté de 11,3%, malgré les niveaux élevés du prix du pétrole mexicain, et les recettes de la TVA ont chuté de 10,9%.

3 ECONOMIE

L'agence de notation Moody's a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie mexicaine en 2022 : elle estime que la croissance devrait atteindre 1,1% en 2022, soit une baisse de 1,5% par rapport aux dernières prévisions de l'agence. Cette réduction est due à l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui affectera l'économie au niveau mondial. En parallèle, l'agence estime que l'environnement politique, la demande intérieure atone, de faibles perspectives d'investissements et une productivité limitée pèsent sur les perspectives de croissance.

En février les envois de transferts de fonds de migrants ont atteint 3,91 Mds USD au Mexique, selon les données de Banxico. Cela représente une hausse de 23,3% par rapport aux 3,17 Mds USD de février 2021. Ces derniers sont donc en hausse pour le 22ème mois consécutif. Le flux de transferts de fonds sur 12 mois a atteint 52,97 Mds USD, ce qui implique une augmentation de 27% g.a..

Les indicateurs des secteurs manufacturiers et non manufacturiers suggèrent un signe d'amélioration de l'économie mexicaine au cours du mois de mars 2022. Il demeure néanmoins des risques dus au conflit armé en Ukraine, à l'évolution de l'inflation et à l'incertitude quant aux politiques qui seront mises en œuvre par le gouvernement, selon l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF). L'indicateur manufacturier IMEF pour le mois de mars a enregistré un rebond de 1,2 point par rapport à février 2022, s'établissant à 52,3 unités, cumulant deux mois dans la zone d'expansion (supérieur à 50), après être passé sous ce seuil en janvier. L'économie mexicaine aurait en effet bénéficié de l'évolution de la situation économique aux des États-Unis, qui ont stimulé la production manufacturière nationale et dont les politiques fiscales favorisent l'activité. Bien plus, le secteur du tourisme, s'est amélioré après la stagnation causée par la pandémie de COVID-19 et contribuerait à ce chiffre positif.

La confiance des consommateurs mexicains **s'est** améliorée au mois de mars 2022 malgré le conflit **entre la Russie et l'Ukraine et les pressions inflationnistes, selon l'INEGI**. L'indicateur de confiance des consommateurs s'est établi à 43,9 unités, ce qui représente une augmentation de 0,4 point par rapport au mois précédent et de

2,98 points en comparaison annuelle. En particulier, 4 des 5 composantes qui composent l'ICC ont enregistré des hausses.

Le nombre d'emplois formels enregistrés à la fin du mois de mars a dépassé la barre des 21 M, **selon l'IMSS.** Sur ces 21 M d'emplois, 86,6% sont permanents et 13,4% sont temporaires. En mars, une augmentation mensuelle de 64 566 postes a été enregistrée, soit +0,3%. Au cours des douze derniers mois, il y a donc eu une augmentation de 980 143 emplois, soit un taux annuel de 4,9%. Les secteurs économiques affichant le plus fort taux de croissance annuelle de l'emploi sont les transports et les communications (11,9%), la construction (8%) et les mines (7,1%). Par État, le Tabasco, le Quintana Roo et la Baja California Sur se distinguent avec des augmentations annuelles de plus de 16 %.

Le Mexique et la Chine se sont partagés la place de 1er partenaire commercial des Etats-Unis au cours de la période janvier-février. Les deux pays ont représenté 113,2 Mds USD d'échanges totaux au cours des deux premiers mois de 2022, soit chacun 14,5% du commerce total des Etats-Unis. Le Canada arrive quant à lui en troisième position, avec 112,9 Mds USD, soit 14,4% du total des échanges. En février, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis ont été stimulées par le secteur automobile, qui a augmenté ses ventes aux États-Unis de 8,3%. Les ventes de biens technologiques ont augmenté de 19,6% g.a. également. Les volumes de pétrole brut expédiés vers les États-Unis ont quant à eux augmenté de 3,8% par rapport à février de l'année dernière, tandis que leur valeur a dépassé 1,16 Mds USD, soit une hausse de 57,2%. La valeur des importations mexicaines a augmenté de 12,7% g.a.. La balance a clôturé le mois de février avec un excédent en faveur du Mexique de 8,8 Mds USD, soit une augmentation annuelle de 38,2%.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La séance plénière de la Cour suprême de justice de la nation (SCJN) a entamé une discussion pour déterminer la conformité à la constitution des réformes de la loi **sur l'industrie électrique** (LIE) promues par le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO). La plénière de la Cour suprême a entendu mardi un projet préparé par la ministre Loretta Ortiz concernant l'inconstitutionnalité de l'action promue par les sénateurs de l'opposition. La première section du projet a été votée par cinq voix pour et six contres. Les sénateurs de l'opposition ont fait valoir que les contrats de couverture électrique avec engagement de livraison physique laissent la porte ouverte à la CFE pour acquérir de l'énergie uniquement auprès des centrales électriques lui appartenant. Le projet du ministre a alors défendu que les réformes de la LIE permettront « l'élimination des dépenses budgétaires ayant un impact négatif sur les contribuables et les ressources économiques de la Nation et garantiront la stabilité du tarif de l'électricité, qui entraînait auparavant un déficit croissant pour la Commission fédérale de l'électricité, le fournisseur de services de base ». Il a également ajouté que cela ne signifie pas que les autres acteurs du secteur privé seront négligés. L'opposition clame toutefois que cette réforme est en violation des accords commerciaux T-MEC (USA, Mexique, Canada) et TIPAT (Mexique, Japon, Canada, Singapour, Australie, Nouvelle Zélande, Vietnam et Pérou). L'assemblée plénière de la Cour suprême poursuivra l'analyse de cette question lors de la séance plénière du jeudi 7 avril.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 06/04/2022
Bourse (IPC)	-0,67%	+4,07%	55438,73 points
Taux de change USD/MXN	+1,45%	-1,92%	20,17
Taux de change EUR/ MXN	-0,9%	-5,68%	21,98
Prix du baril mexicain	-4,02%	+33,22%	99,86

Amérique centrale

1. Costa Rica

La crise des conteneurs continue et s'aggrave avec l'augmentation des prix du pétrole. Alors que la crise des conteneurs augmente le cout du transport maritime de près de 180% par conteneur transporté, l'augmentation des hydrocarbures, augmente le cout du transport terrestre, si bien que les échanges commerciaux semble être pris en étau. Par ailleurs, les différentes congestions des ports et voies maritimes, telle que la route Asie-Amérique du Nord, affectent le commerce costaricien, dans la mesure où de nombreuses marchandises ne sont plus directement déchargées au Costa Rica, mais passent avant par les Etats-Unis. Aujourd'hui, Puerto Caldera, principal port de fret costaricien sur la côte Pacifique, n'arrive plus à faire face à l'augmentation de la demande, et se retrouve complétement congestionné. L'infrastructure est en crise, opérant plus de 90% de sa capacité (beaucoup plus que ce qui est recommandé). De nombreuses compagnies préfèrent alors emprunter la route panaméenne et acheminer les produits jusqu'au Costa Rica via le transport terrestre.

Des dépenses fiscales en faveur de la mobilité douce au Costa Rica. Les députés costariciens viennent de voter un projet de loi relatif à des incitations fiscales en matière de transport vert. Très concrètement, jusqu'en 2034, l'achat de véhicules électriques par les particuliers, se verra exonérer d'impôt. L'exonération porte sur 3 types d'impôt, à savoir la TVA, l'impôt sur la propriété, ainsi que sur la taxe douanière. L'objectif est de parvenir à une circulation de plus de 37 000 voitures électriques dans tout le pays. Pour l'heure, seules 2 300 voitures électriques circulent actuellement

2. El Salvador

El Salvador gèle à son tour les prix des combustibles. La loi maintiendra les prix fixes durant deux mois au minimum, pour un coût pour l'Etat d'environ 50 MUSD. Le galon de diesel coutera dès lors 4,14 USD à la pompe et celui d''essence 4,15 USD alors que les prix avaient augmenté de 35 centimes sur les deux dernières semaines.

L'intérêt du Bitcoin pour faciliter les remesas se fait attendre. Alors que celles-ci atteignent des plus hauts historiques (27% du PIB 2021), la part des remesas en bitcoins baisse. En octobre dernier, 30 MUSD de remesas étaient envoyées en Bitcoin, contre 9,4 MUSD en février 2022 pour 573 MUSD de remesas au total sur le mois.

3. Guatemala

Le Ministère des finances a présenté un projet de **loi afin de lever 500 MUSD d'endettement.** L'initiative, actuellement au Congrès, vise à

permettre un reprofilage de la dette pour profiter de meilleures conditions financières. Le prêt se fera auprès de la Banque internationale de reconstruction et développement, au taux d'intérêt de 0,75% annuel, et permettra au pays de procéder au remboursement anticipé d'obligations dotées de conditions plus onéreuses.

Le nombre de Guatémaltèques aux Etats-Unis a augmenté de 44% entre 2013 et 2020. L'enquête de l'institut de migration américain précise que près de la moitié des émigrés est en situation irrégulière, pour un total de près de 1,3 million de Guatémaltèques vivant aux Etats-Unis. Cette diaspora joue un rôle essentiel pour l'économie guatémaltèque qui plus est en cette période de forte inflation. Les remesas, historiquement hautes, permettent aux familles guatémaltèques de compenser la perte de pouvoir d'achat locale. Pour rappel, le Guatemala est le 5ème pays le plus pauvre du continent et parmi les dix pays les plus inégalitaires au monde. Il est le 2e destinataire de remesas en Amérique latine après le Mexique (en montant total).

Le Guatemala compte 22 millions de lignes téléphoniques (+8,5% g.a) pour 16,9 millions d'habitants. 90% des lignes téléphoniques sont des portables et 10% des fixes. Depuis 2000, le pays a connu une croissance moyenne annuelle d'un million de nouvelles lignes. La généralisation du télétravail, une meilleure couverture par les deux opérateurs nationaux et les efforts de bancarisation sont les principaux facteurs ayant soutenu cette hausse. Cependant, 90% des lignes téléphoniques ouvertes le sont sous le format prépayé illustrant la relative fébrilité de l'inclusion digitale et la faiblesse des facturations. La Superintendance des télécommunications prévoit par ailleurs dans les prochaines années un appel d'offres pour opérer la bande passante de 700 MHz (4G).

4. Honduras

La Banque centrale a publié ses prévisions macroéconomiques pour 2022 et 2023. Avec une croissance respectivement de 3,5% et 4,5% sur ces deux années, le pays connaitra une sortie de crise portée par la consommation des ménages et l'investissement privé. Le contexte international et la hausse de la consommation auront un fort effet sur l'inflation qui devrait clore l'année 2022 à 6,19% et atteindre 4,4% en 2023. La Banque centrale prévoit par ailleurs un déficit public de 4% cette année et 2,7% en 2023 ainsi que des *remesas* progressant de 14% sur l'année et 8% en 2023.

Accord pour la hausse des salaires minimums pour 2022 et 2023. Le patronat, les syndicats et le gouvernement ont trouvé un accord pour une hausse qui oscillera entre 5,32 et 8%. Cette hausse sera rétroactive pour les trois premiers mois de 2022 et sera valable pour l'année 2023. En détail, les entreprises de moins de 10 employés devront augmenter le salaire minimum de 5,32% ; celles entre 11 et 50 employés, de 5,5% ; de 51 à 150 employés, la hausse sera de 6,5% alors que la hausse pour celles de plus de 151 employés sera de 7,5%. Le salaire minimum du Honduras pour l'année 2021 varie entre 304 USD (7.408 HNL) et 584 USD (14.220 HNL) suivant les secteurs.

5. Nicaragua

Selon la Banque centrale, les IDE ont augmenté de 53% en 2021 pour atteindre 1,4 Md USD. Le secteur minier a reçu 38% du total des IDE (466 MUSD), devant l'industrie avec 22% (263 MUSD), les télécoms avec 14% (175 MUSD) et le commerce avec 12% du total des IDE (146 MUSD). Les Etats-Unis restent le 1er investisseur dans le pays pour 444 MUSD (+68% g.a), suivis par le Canada (214 MUSD ; +134%) et le Panama (185 MUSD ; +95%). Les IDE 2021 représentent dès lors 10,5 % du PIB contre 7,7% en 2020.

La guerre en Ukraine impacte le Nicaragua. La Russie, allié historique du régime d'Ortega, voit les sanctions internationales et la baisse de sa

monnaie impacter sa politique d'aide au développement. Bien qu'aucune annonce officielle ne soit faite, l'absence de réalisations promises par les deux régimes récemment illustre la dynamique négative liée d'abord à la crise sanitaire puis militaire. L'agrandissement de l'aéroport international de Managua avec un crédit concessionnel de 300 MUSD, la construction de silos de stockage alimentaire ou l'usine de vaccins en sont les principaux exemples récents. En revanche, les investissements russes, notamment dans le domaine minier et la coopération militaire, ne devraient être que peu affectés par la situation en Ukraine.

6. Panama

Renforcement de la relation commerciale sino-panaméenne. En visite en Chine, la Ministre des Affaires Etrangères, Erika Mouynes, s'est entretenue avec son homologue chinois et lui a fait part de l'importance du marché chinois comme débouché pour les produits agroalimentaires panaméens. Les deux Ministres ont échangé sur les procédures douanières entre les deux pays et les autorisations d'établissement des entreprises agroalimentaires panaméennes sur le sol chinois. Les deux Ministres ont convenu de contrôles, de manière virtuelle, afin d'accélérer les processus d'autorisation pour les entreprises. Par ailleurs, le Panama a présenté à ses homologues chinois, une demande formelle d'adhésion de la Chine au traité de neutralité du Canal de Panama. Des négociations techniques permettront d'évaluer les mécanismes adéquats à une telle adhésion.

La crise du gaz en Europe se répercute sur le Canal de Panama. Depuis la crise ukrainienne, le Canal de Panama connait une baisse des navires de GNL transitant par sa voie maritime. En effet, alors que le prix du gaz en Europe explose, les Etats-Unis, producteurs de GNL, profitent de cette crise du gaz en Europe pour exporter davantage leur production vers le continent européen, production qui avant, se destiner à l'Asie, et passait forcément par le canal. Depuis le début de l'année 2022, le canal estime à 80 M USD de pertes de revenus pour le segment GNL, par rapport à ce qui avait été budgété, alors même que le segment du gaz était en pleine croissante ces dernières années, avec un record de 516,7 M de tonnes transitées par le canal en 2021. En revanche, l'administrateur du canal souligne que le segment des porte-conteneurs, soit le segment rapportant le plus de revenus au canal, n'a que peu été impacté par le conflit en Ukraine, dont la route principale reste celle des Etats-Unis vers l'Asie et vice-versa.

Liquidation de l'opérateur téléphonique Digicel après la fusion de Cable & Wireless et Claro. Suite à l'approbation par l'autorité de la concurrence panaméenne de la fusion entre l'américain Cable&Wireless (Mas Movil Panama) et Claro Panama, l'entreprise de télécommunications Digicel (4ème opérateur du pays) fait connaitre sa décision de liquidation après 14 ans d'opérations au Panama. Selon Digicel, la fusion entre les deux opérateurs met fin à la concurrence sur le marché des télécommunications au Panama, dans la mesure où cette fusion permet à Claro Panama de contrôler près de 56% du marché panaméen. A l'issue de cette fusion, le Panama ne comptera donc plus que deux opérateurs, à savoir, Tigo et Claro/CW.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Mercredi 30 Mars, le président Luis Abinader s'est rendu dans la ville de Santiago pour le lancement de la construction du futur monorail. D'une longueur de 15 kilomètres, ce nouveau mode de transport desservira 17 stations dont le centre historique de Santiago, où il se connectera au téléphérique. Premier monorail construit dans la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes, il aura une capacité de 580 passagers par train et permettra de transporter 200 000 personnes par jour. Visant à améliorer la mobilité urbaine, il devrait permettre de réduire de 25% les dépenses familiales en transport, désengorger les axes routiers et ainsi diminuer l'impact environnemental.

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), a décidé d'augmenter son taux directeur de 50 points de base, passant de 5,00 % à 5,50 %. Cette décision se base sur les évolutions récentes de l'économie mondiale qui est actuellement impacté par le récent conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine et une forte inflation. La BCRD a relevé son taux de politique monétaire de 250 points de base depuis novembre 2021, en adéquation avec la hausse des taux d'intérêt au niveau international. Le taux de prêt marginal est passé de 5,50 % à 6,00 % par an et le taux des dépôts rémunérés de 4,50 % à 5,00 %.

2. Cuba

Turkish Airlines augmente ses correspondances aériennes vers La Havane. La compagnie Turkish Airlines a annoncé, le 30 mars, que La Havane bénéficiera désormais d'un troisième vol hebdomadaire au départ d'Istambul et sera assuré par un Boeing 777 avec capacité pour 349 passagers. L'ouverture en 2016 de la ligne aérienne Istanbul - La Havane a favorisé le marché touristique cubain en permettant à plus de 17500 visiteurs de voyager à Cuba en provenance de la Turquie, pendant l'année 2018. La relation entre les deux pays dans le domaine du tourisme a progressé depuis les années 90', après la signature de plusieurs accords destinés notamment à la formation, l'investissement et la gestion hôtelière ainsi qu'au développement du tourisme de santé.

Cuba supprime ses restrictions de voyage à l'entrée. Le Ministère cubain de la Santé Publique a annoncé la suppression de l'obligation d'être vacciné contre la Covid-19 et de faire un test (test antigénique ou RT-PCR) pour voyager à Cuba, à compter du mercredi 6 avril. Les voyageurs internationaux pourront cependant être soumis à la réalisation d'un test aléatoire à l'aéroport. D'après les autorités cubaines, la situation épidémiologique internationale et nationale ainsi que les niveaux de vaccination atteints à Cuba permettent la modification des conditions d'entrée au pays.

Cuba ajoutera une nouvelle centrale électrique flottante à son réseau. Une nouvelle centrale électrique flottante d'origine turque devrait arriver à Cuba dans les prochains mois. D'une capacité de 15MW, il s'agit du quatrième navire turc producteur d'électricité présent à l'Île. La nouvelle centrale devrait alimenter en électricité le réseau cubain, permettant ainsi la maintenance des centrales thermiques en exploitation. Ces derniers mois, le système électrique cubain a subi des ruptures de production, plongeant l'île dans une situation de « stress » énergétique. En parallèle, le parc vieillissant a forcé des entretiens programmés afin de pouvoir maintenir la vitalité de ces

installations. Membre du groupe turc, "Karadeniz Holding", la compagnie "Karpowership" a signé en 2019 un accord visant à approvisionner Cuba en électricité. Cuba est le premier pays en Amérique latine à bénéficier de ce type de contrat de fourniture de centrales thermiques flottantes.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 *Données officielles au 06/04/2022*	Pourcentage de la population vaccinée *Dernières données disponibles*
Costa Rica	841 343 *Décès : 8 327*	84,82% *(04/04)*
Cuba	1 094 352 *Décès : 8 517*	93,99% *(04/04)*
Guatemala	832 956 *17 350*	43% *(01/04)*
Haïti	30 575 *Décès : 833*	1,44% *(30/03)*
Honduras	421 170 *Décès : 6 456*	52,23% *(01/04)*
Jamaïque	128 924 *Décès : 2 899*	26,34% *(06/04)*
Nicaragua	*18 491* *Décès : 231*	83,62% *(01/04)*
Panama	765 930 *Décès : 8 172*	78,73% (01/04)
El Salvador	161 570 *Décès : 4121*	70,37% *(01/04)*
République dominicaine	578 319 *Décès : 4 375*	65,67% *(05/04)*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/